

Les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire



© FAO/Bahag

1. Principaux défis concernant les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

Le monde s'est engagé à éliminer la pauvreté extrême et la famine d'ici à 2030 et s'engage résolument sur la voie de la durabilité. Les changements climatiques risquent d'anéantir les progrès accomplis jusqu'à présent face à la faim et à la pauvreté. Si l'on ne lutte pas contre eux, ils pourraient mettre en péril la capacité des systèmes agricoles à assurer la sécurité alimentaire à l'échelon mondial. Il faut agir dès maintenant.

Les changements climatiques mettent en danger les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des pauvres qui vivent en milieu rural.

Les plus vulnérables, dans le monde, ceux qui sont frappés les premiers et le plus fort par les changements climatiques, sont aussi ceux qui fournissent l'essentiel de l'alimentation mondiale: les petits agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les petits exploitants forestiers. Les changements et la variabilité climatiques, de même que l'acidification des océans et d'autres facteurs de changement font baisser la productivité et la production alimentaire. Les sécheresses, les inondations, la hausse du niveau des mers et les ouragans ne mettent pas seulement les vies des gens en danger mais aussi leurs moyens de subsistance lorsque ces phénomènes détruisent les récoltes, le bétail, les ressources halieutiques et les écosystèmes ainsi que les infrastructures qui sous-tendent l'agriculture, l'élevage et la pêche, sans compter des installations de production tels que les systèmes d'irrigation et les abris pour le bétail.

Pour les plus pauvres du monde, s'adapter aux changements climatiques revient à s'assurer la sécurité alimentaire.

Aujourd'hui, les 50 pays les plus pauvres sont d'ores et déjà ceux qui souffrent le plus des changements climatiques, dont en

particulier beaucoup de petits États insulaires en développement. Ces pays ne sont pas ceux qui ont créé le problème et ce n'est pas à eux d'en supporter les conséquences. En fait, ils étaient à l'origine de seulement 4,7 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2012. Nous devons les aider à s'adapter et à renforcer leur résilience.

Des phénomènes météorologiques extrêmes fréquents auront des retombées négatives sur le commerce et la stabilité des prix car ils provoqueront des perturbations dans les transports, les chaînes d'approvisionnement et la logistique. Bien que les marchés mondiaux puissent dans une certaine mesure stabiliser les prix et maintenir l'offre et fournir aux régions victimes de conditions défavorables des solutions alimentaires de remplacement, le commerce ne constitue pas à lui seul une stratégie d'adaptation suffisante.

La FAO pense qu'une bonne partie de la solution est à rechercher dans les différents secteurs qui composent l'agriculture,

Exemple: les ressources phytogénétiques

Sous l'égide du Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture de 2011, la FAO a appuyé la mise en place de politiques semencières à l'échelon national en Afghanistan, au Bénin, en Gambie, au Ghana, en Guinée, au Niger et en Sierra Leone, entre autres. Cet appui consiste notamment à conserver, et identifier une diversité semencière utile et à y donner accès, à mettre au point des cultures résistantes aux conditions de stress prévalant au niveau local et créer des systèmes semenciers facilitant l'accès des agriculteurs à ces ressources. La FAO et la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture publieront des directives volontaires visant à appuyer l'intégration de la diversité génétique dans la planification nationale de l'adaptation aux changements climatiques.

notamment la foresterie, les pêcheries et l'aquaculture. Nous avons le devoir de i) renforcer la sensibilisation à la sécurité alimentaire et renforcer l'engagement politique à tous niveaux; ii) élaborer une analyse de données sur les impacts et les possibilités offertes aux différents secteurs agricoles et la mettre à disposition des décideurs politiques comme des petits paysans; iii) renforcer les investissements, la recherche et le développement pour bâtir la résilience et faire pièce aux impacts des changements climatiques qu'on anticipe.

2. La FAO aide les pays à agir face aux changements climatiques

La FAO aide ses Membres à élaborer des systèmes agricoles plus productifs, inclusifs et résilients afin de faire reculer la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans un contexte climatique mouvant.

Les changements climatiques sont une priorité transversale à tout le travail de la FAO. En 2016, le rapport intitulé *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* (le rapport SOFA) contiendra une évaluation tenant compte des dernières découvertes et portant sur les changements climatiques, la sécurité alimentaire et l'agriculture, l'accent étant tout particulièrement mis sur les régions, les systèmes et les populations vulnérables.

La FAO plaide en faveur d'une approche intégrée au niveau national visant notamment à assurer la sécurité alimentaire, à renforcer l'adaptation et à atteindre d'autres objectifs par la même occasion (l'atténuation par exemple). Pour y parvenir, un ensemble d'outils, de méthodes et de bases de données ont été développés pour permettre aux pays et aux partenaires d'évaluer les risques et les vulnérabilités ainsi que les différentes possibilités qui s'offrent à eux pour s'y adapter, et aussi pour mesurer les émissions et rédiger les inventaires.

Parmi les méthodologies retenues, il faut citer l'agriculture intelligente face au climat, l'agriculture de conservation, l'agroécologie, la gestion durable des sols, la restauration de paysages, la gestion durable des forêts, l'amélioration du patrimoine génétique et des biotechnologies et la gestion durable du bétail, pour s'en tenir uniquement à celles-là.

Parmi les principales activités de la FAO, on peut citer:

A. Le renforcement des preuves scientifiques fondant la prise de décision

Cette activité comprend la fourniture d'estimations sur les impacts à long terme des changements climatiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaires; l'estimation des bénéfices attendus de l'atténuation et de l'adaptation de différents systèmes et méthodologies; l'évaluation des coûts et des obstacles s'opposant à l'adoption de ces pratiques; l'élaboration de systèmes de suivi et de vérification; la promotion de l'intégration des mesures d'adaptation dans les processus nationaux de budgétisation et de planification pertinents. On peut citer les exemples suivants pour illustrer l'appui apporté par la FAO aux pays pour les aider à récolter des données et à mener des évaluations servant de base à la prise de décision:

Comprendre les contraintes autour de l'adoption d'une agriculture intelligente face au climat au Malawi, en Zambie et au Viet Nam

L'appui s'est axé sur la création d'une base de connaissances solides permettant de répertorier les pratiques agricoles intelligentes face au climat dans le pays et son contexte spécifique, d'en estimer les coûts ainsi que les obstacles s'opposant à leur généralisation. Les capacités de définition de politiques et de recherche visant à intégrer les questions liées aux changements climatiques à la planification de la sécurité alimentaire (et vice versa) ont été renforcées. Des propositions d'investissements ont été élaborées pour généraliser les pratiques agricoles intelligentes face au climat à l'aide de fonds climatiques ainsi que de fonds d'investissement agricole conventionnels.

FishAdapt, le renforcement de la résilience en première ligne

La pêche et l'aquaculture sont des sources de nutriments essentiels pour 10 à 12 pour cent de la population mondiale. L'accumulation de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre modifie l'état des océans, des littoraux et des écosystèmes d'eau douce, mettant gravement à mal leur capacité à produire des aliments à l'intention des générations futures. Tirant parti de l'expertise technique accumulée par la FAO et en travaillant par l'intermédiaire de partenariats et de réseaux impliquant



des organismes régionaux de la pêche, FishAdapt contribue à l'adaptation aux changements climatiques des pêcheries, de l'aquaculture et des écosystèmes d'eau douce et à l'atténuation de ses effets néfastes. FishAdapt appuie d'ores et déjà ce secteur dans cinq régions du monde et du travail de terrain a commencé au Bangladesh, au Chili, dans sept États caribéens, dans les pays du courant de Benguela (Angola, Namibie et Afrique du Sud) ainsi qu'au Malawi et au Myanmar.

Évaluation interdisciplinaire des impacts climatiques au Pérou et aux Philippines

Une estimation des impacts à long terme des changements climatiques sur les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire d'ici à 2100 à l'aide de l'outil nommé *Système de modélisation pour l'évaluation des impacts des changements climatiques sur l'agriculture* (MOSAICC) qui fait appel aux données des changements climatiques, modélisées à petite échelle et intégrées à des modèles de culture et d'hydrométéorologie relatifs à tel ou tel pays. Cet outil a permis de mettre autour d'une table les différents acteurs issus de l'environnement et de l'agriculture afin de renforcer la base de connaissances prouvées servant de socle aux décisions politiques.

La réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+)

Le programme REDD+ a été entrepris pour donner une valeur financière au carbone stocké dans les forêts. Il fournit des incitatifs financiers aux pays en développement pour qu'ils évitent les émissions issues de leur surface forestière et investissent dans des stratégies de développement pauvres en carbone. La FAO appuie spécifiquement les pays en développement pour qu'ils entreprennent des activités REDD+ à la suite des décisions de la CCNUCC. Elle contribue à la fixation de normes internationales applicables aux dispositifs de mesure, notification et vérification. La FAO a déjà aidé 16 pays à développer des dispositifs de ce genre.

B. La gestion transfrontière des maladies des animaux et des plantes dans un contexte climatique mouvant

Nous savons que le réchauffement planétaire a eu pour conséquence l'élargissement de l'habitat naturel de certaines mouches et de certains moustiques qui se sont adaptés à de nouveaux milieux, ce qui a conduit le paludisme, le virus du Nil occidental et l'orbivirus de

À alerte précoce, réaction rapide

Les crises alimentaires telles que le conflit lié à la sécheresse et à la famine en Somalie (2011) ont suscité un regain d'intérêt pour les difficultés que représente la mise en place rapide d'une action appropriée lorsqu'une alerte précoce est lancée. Les catastrophes lentes comme les sécheresses peuvent être prédites assez précisément et assez à l'avance, ce qui en fait des candidates idéales pour la mise en place d'action précoce visant à renforcer la résilience des modes de subsistance agricole des populations à risque et permet d'éviter que ces situations ne dégénèrent en situations d'urgence.

Au niveau national, la FAO travaille en étroite collaboration avec les autorités du pays pour mettre en place des mécanismes de gestion des risques de catastrophe et d'alerte précoce, pour développer des indicateurs et des déclencheurs d'action précoce basés sur des éléments scientifiques et rédiger des plans d'action préapprouvés à exécuter dès que les déclencheurs d'action ont été activés. Selon le type d'aléa, le secteur et l'écosystème agricole concerné, la FAO appuie la mise en œuvre de plans d'action précoce convenant des mesures préventives telles que la protection des réserves semencières stratégiques aux niveaux national et communautaire, l'usage de semences de bonne qualité à cycle court pour que les récoltes puissent avoir lieu avant la saison des cyclones, la production et le stockage de fourrage, la promotion du stockage d'eau et différentes activités de préparation aux situations d'urgence.

la fièvre catarrhale à infecter des zones qui en étaient jusqu'alors exemptes. Les changements climatiques peuvent avoir des conséquences importantes sur la répartition des maladies des plantes et des animaux, notamment ces dernières. La FAO se concentre sur la prévention et assure la surveillance de ces maladies afin de déterminer les facteurs de risque sous-jacents et d'y remédier. En élaborant différents systèmes d'information mondiaux couvrant la prévention des situations d'urgence, l'alerte précoce mondiale et les maladies des animaux, en combinaison avec des modèles prédictifs axés sur le climat, la FAO et ses partenaires renforcent les capacités des États Membres de l'Organisation à utiliser les outils et les informations existants. Elle travaille avec eux pour contenir les risques et protéger les modes de subsistance, la sécurité alimentaire et le bien-être au sens large des petits paysans pauvres.

C. Renforcement de la résilience aux catastrophes liées au climat

Une nouvelle étude menée par la FAO révèle qu'au moins 25 pour cent de l'impact économique total des



catastrophes liées au climat pèse sur l'agriculture. Pour ce qui concerne les sécheresses, ce chiffre monte à 84 pour cent du total des dégâts et des pertes. Le travail mené par la FAO en faveur de la résilience repose sur quatre piliers: i) la gouvernance du risque de catastrophe dans l'agriculture; ii) des services sectoriels d'information et d'alerte précoce sur le climat et la météo; iii) l'accès aux technologies, services et bonnes pratiques permettant de faire baisser la vulnérabilité et iv) un état de préparation et une action plus appropriées pour la réaction rapide et la reconstruction. L'appui que la FAO fournit actuellement aux pays en développement sujets au risque de catastrophe et dans des sous-régions vulnérables (c'est-à-dire le Corridor Seco en l'Amérique Centrale, le Sahel, la Corne de l'Afrique et l'Asie du Sud-Est) illustre ce glissement de l'action en cas de crise vers des mesures préventives et proactives à travers ces quatre éléments. En collaboration avec ses partenaires, l'appui que la FAO apporte à l'anticipation et à la prévention sauve des vies humaines et des modes de subsistance, fait baisser les pertes économiques et les souffrances et fait baisser le coût de l'action humanitaire. L'analyse coût-bénéfice des investissements dans la résilience dans les différents secteurs qui composent l'agriculture est en progrès. Nous savons aujourd'hui que pour chaque dollar investi dans des mesures de réduction des risques de catastrophe, au moins 2 à 4 dollars sont gagnés en termes d'impacts de catastrophe réduits ou évités.

3. La FAO et le débat international sur les changements climatiques

- La FAO s'appuie sur l'élan acquis par les Objectifs de développement durable (ODD) pour donner à l'agriculture et à la sécurité alimentaire plus de relief dans le discours sur les changements climatiques et dans les négociations de la CCNUCC, en mettant l'accent sur l'adaptation. À cet égard, la FAO a joint ses efforts à ceux des pays hôtes de la COP 21 (la France) et 22 (le Maroc).
- **COP 21:** L'Accord de Paris a été adopté en décembre 2015 et entrera en vigueur en 2020. L'inclusion dans le préambule de l'Accord de Paris des préoccupations sur la sécurité alimentaire est le signe que les Parties prennent de plus en plus en considération les besoins des personnes pauvres, vulnérables et victimes de l'insécurité alimentaire dans la réponse globale apportée aux changements climatiques.

- **COP 22:** La FAO travaille d'ores et déjà avec le Gouvernement marocain pour organiser la COP 22 et garantir que les préoccupations en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire figurent en bonne place. La FAO développe notamment un Programme de coopération technique pour renforcer les capacités régionales en adaptation aux changements climatiques en prévision de la COP 22 et appuyer ses États Membres (en particulier les négociateurs agricoles) durant les prochains cycles de négociations de la CCNUCC.
- **De 2015 à 2020** (mise en œuvre du nouvel accord) la FAO travaillera avec ses Membres pour promouvoir leur action au niveau national. Cela implique d'affiner et de tenir les engagements pris dans leurs contributions prévues déterminées au niveau national (INDC – les engagements volontaires faits en préparation de la COP 21). Beaucoup d'INDC mettent largement l'accent sur les secteurs qui composent l'agriculture et demandent explicitement un appui financier et technique pour atteindre les objectifs et les cibles fixés. La FAO travaille à mobiliser les ressources internes et externes nécessaires pour répondre adéquatement à ces demandes.

4. Pourquoi former un partenariat avec la FAO?

La FAO est une organisation détentrice de savoirs qui a les pieds sur terre. Elle est très décentralisée dans sa structure et sa présence dans les pays lui assure un rayonnement et une capacité de réponse à l'échelle mondiale.

Son expertise et sa compétence technique multidisciplinaire, en laquelle ses Membres et partenaires ont pleine confiance, sa neutralité et sa capacité de négociation, qui constitue une plateforme unique en son genre pour le dialogue et le plaidoyer, comptent parmi ses **atouts exclusifs**. La FAO appuie ses Membres pour qu'ils puissent développer des systèmes agricoles plus productifs, inclusifs et résilients. Elle est une source de connaissances pour le présent et l'avenir et nourrit la capacité des pays à faire face aux changements climatiques dans les secteurs qui composent l'agriculture, en mettant notamment l'accent sur la sécurité alimentaire, l'adaptation et la résilience. On s'accorde également à reconnaître à la FAO son rôle d'appui aux autorités publiques et à d'autres partenaires pour harmoniser les politiques et stratégies liées aux changements climatiques et à la réduction des risques de catastrophe et de facilitateur de confiance et de source neutre de données de nature technique au sein des institutions et des forums mondiaux liés aux questions climatiques.